

CODE ROUGE RÉVOLUTIONNAIRES

L'info marxiste
des informaticiens
anticapitalistes

NPA
RÉVOLUTIONNAIRES

Bulletin des militants et sympathisants NPA - Révolutionnaires de CGI et Cap Gemini

Le 10 septembre : par nos grèves et nos actions, organisons le blocage !

Lundi soir François Bayrou a donc jeté l'éponge. Mais les grandes manœuvres commencent déjà pour lui trouver un remplaçant. Comme si de nouvelles têtes allaient pouvoir nous faire avaler la même politique au service des capitalistes.

Derrière Bayrou ou son remplaçant, la politique du patronat à combattre

Les 44 milliards d'économies annoncés par Bayrou, c'est sur notre dos : 3 000 suppressions d'emplois et le blocage des salaires dans la fonction publique, des milliards d'économies dans les hôpitaux, la réduction des remboursements des médicaments et soins, l'augmentation des impôts pour les retraités, etc. Mais, pour les patrons, ce sont 211 milliards annuels de subventions, et l'explosion du budget de l'armée au profit des Dassault, Safran Thalès et autres. Sans oublier le vol annoncé de deux jours fériés, deux jours de travail supplémentaires, gratuits pour les patrons, après avoir déjà décidé de nous faire bosser deux ans de plus avant la retraite.

En orchestrant son départ deux jours avant le 10, Bayrou espérait peut-être désamorcer la mobilisation et la colère qu'a soulevée sa politique, en les ramenant au terrain parlementaire. C'est au contraire un encouragement pour faire du 10 une journée la plus massive possible, point d'appui pour aller vers un mouvement d'ensemble, une grève générale, pour en finir durablement avec ces gouvernements au service du patronat qui licencient, appauvissent les salariés, les retraités, les sans-emplois, la jeunesse et mènent la guerre aux peuples. Pour cela, oui il faut tout bloquer : sur les lieux d'études, dans les quartiers et avant tout sur les lieux de travail, faire grève dans les transports, les établissements scolaires, les secteurs de l'énergie, la santé, la métallurgie, en s'organisant en assemblée générale et en comité de grève pour décider de la suite.

Ne laissons pas détourner notre lutte

À peine Bayrou sur le départ, ça s'est mis à frétiller chez les politiciens, à qui prendrait sa place. Tous parlent comme lui de « déficit budgétaire à résorber », d'« économies pour redresser la France ». À commencer par le socialiste Olivier Faure qui propose à Macron ses

services comme Premier ministre en se faisant fort de ne faire que 22 milliards d'économies au lieu de 44. Toujours sur notre dos ! Il promet à Macron que son gouvernement « de gauche » (mais sans LFI) ne gouvernerait que par consensus à l'Assemblée, avec la droite donc. Tout un programme.

Le parti le plus anti-ouvrier, le RN, veut, lui, de nouvelles élections législatives, histoire de détourner notre colère vers les urnes, espérant y glaner plus de députés qu'en juin 2024 et arriver aux manettes pour s'en prendre encore plus aux services publics et aux travailleurs immigrés.

Mais ce serait aussi une supercherie de croire qu'il suffirait que Macron dégage et de tout arrêter pour une nouvelle loterie présidentielle.

Non, notre force est dans nos luttes. Des luttes que nous devons diriger nous-mêmes, coordonner, étendre d'un secteur à l'autre, sans attendre pour cela les consignes des sommets des appareils syndicaux, plus prompts à jouer le rôle d'interlocuteurs responsables du pouvoir et du Medef que d'organisateurs des luttes. On vient de le voir avec le refus, au niveau intersyndical des confédérations nationales, de s'associer à l'appel du 10 septembre, pour ne mettre en scène qu'une journée d'action huit jours plus tard, le 18, sans un mot pour tous ceux qui ont prévu d'entrer dans la lutte dès le 10.

Qu'à cela ne tienne ! On saisira toutes les occasions et on commence par le 10.

Tous ensemble le 10 septembre et après pour nos revendications

Augmentation générale des salaires (au moins 500 euros par mois), pas de revenus inférieurs à 2000 euros net, interdiction des licenciements et embauches dans les services publics (hôpitaux, transports...), abrogation de la réforme de l'assurance chômage, retour à la retraite à 60 ans, etc. C'est toute la politique patronale qu'il faut leur faire ravalier.

Editorial du NPA-Révolutionnaires du 08 septembre 2025

« Un pourcent et tout pour nous », nouvelle devise de CGI ?

Des nouvelles des NAO cette année à CGI : la direction propose d'augmenter l'enveloppe des salaires de 1 %. Pour beaucoup d'entre nous, ce sera encore moins que ça, car la répartition de cette enveloppe est à la tête du collègue et il est bien sûr hors de question pour la direction de parler d'augmentations générales. Les actionnaires de CGI, eux, se payent une augmentation de 9,9 % de bénéfices par rapport à l'an dernier. On voit donc où part vraiment l'argent produit par notre travail, et avec l'inflation ambiante, cette « augmentation » représente en fait du vol de salaire. Mais au vu de la colère qui monte parmi nous en salle de pause, ce mépris de la direction pourrait bien connaître aussi ses dividendes !

10 septembre à CGI : l'occasion de faire converger les colères

Des miettes des NAO aux attaques sur les jours de télétravail, en passant par les tentatives de durcissement des méthodes des chefs, les raisons de se révolter à CGI comme à Capgemini sont nombreuses. Elles sont autant de raison de se battre au coude à coude avec nos collègues de tout le secteur de l'informatique car les attaques se ressemblent partout. Et bien au-delà de l'informatique, c'est tous les travailleurs qui payent sur leurs conditions de vie l'engraissement des milliardaires : destruction des hôpitaux, des congés payés, de la retraite et du chômage... et ce quel que soit le premier ministre en poste. Il va donc falloir y aller tous et toutes ensemble. Le 10 septembre, les travailleurs de CGI et de Capgemini, qui ont connu de part et d'autre des AG nombreuses, manifesteront à 11h aux quinconces, avec toutes celles et ceux qui veulent que la colère sociale contre le gouvernement et les riches s'exprime et s'étende.

Ces aides qui creusent la dette

...nous disent à longueur de journée ces politiciens encravatés qui veulent prendre sur nos minimas sociaux. Mais qui a bénéficié du « creusement de la dette » ? Les capitalistes comme ceux de CGI ou de Capgemini, qui ont touché plusieurs centaines de milliards de cadeaux ou bénéficié de réduction d'impôts - comme le CIR (Crédit Impôt Recherche) pour CGI. En cherchant à nous faire payer une dette qui est la leur, les capitalistes et leur gouvernement prennent donc dans la poche des travailleurs pour mettre dans celles de leurs patrons.

« Le seul qui n'était pas en vacances, c'est moi »

François Bayrou s'est plaint d'avoir été le seul politicien à travailler cet été. Et de fait, il faut bien rendre à César ce qui est à César : en vrai bourreau de travail, le Premier Ministre nous a gratifié de pas moins de huit vidéos sur sa chaîne YouTube, et tout ça rien que le mois dernier ! Qui parmi ses collègues de l'Assemblée Nationale peut se vanter d'avoir brassé autant de vent ? Plus sérieusement, s'il veut voir à quoi ressemble un vrai travail, il n'a qu'à venir faire un stage sur nos plateaux. Et pourquoi pas dès aujourd'hui, à ce qu'il paraît il est libre !

Des bâtiments scolaires vétustes et inadaptés

Froid glacial en hiver, fournaise en été, pluie qui goutte du plafond... 20 à 30 % des bâtiments scolaires sont vétustes et inadaptés aux événements climatiques extrêmes comme les orages violents qui ont perturbé la rentrée, ou les canicules de cet été qui ont vu fermer 2 000 établissements début juillet. Le gouvernement avait lancé en 2023 un plan de rénovation énergétique du bâti scolaire, « EduRenov », qui devait permettre de financer deux milliards d'euros de travaux d'ici 2027 dans 10 000 établissements. En fait seuls 3 000 établissements ont été rénovés en deux ans – sur plus de 58 000 au total – et pour des travaux parfois très partiels. Comme disait le vieux slogan toujours d'actualité : « De l'argent pour l'école, pas pour les monopoles ! ».

Tour d'Espagne : quand la propagande israélienne déraille

Sur plusieurs étapes de la Vuelta, des drapeaux palestiniens ont flotté et des banderoles ont exigé l'arrêt du massacre à Gaza. Les manifestants ont pointé du doigt l'équipe cycliste Israel-Premier Tech, financée par un milliardaire sioniste et intégrée dans la machine de « sportwashing » qui tente de repeindre en rose les crimes d'occupation et d'apartheid de l'État d'Israël. Une hypocrisie d'autant plus flagrante que l'Union cycliste internationale (UCI) a exclu toutes les équipes russes après l'invasion de l'Ukraine. Le peloton a traversé une contestation populaire qui rappelle que la Palestine est une lutte internationale. Dans les rues comme sur les routes, un message clair : tant qu'Israël bombarde, nous ne fermerons pas les yeux.

Fête du NPA-Révolutionnaires le 4 octobre à Cenon

